

vention en faveur du principe républicain. Le Président a clos la séance en disant qu'il ne prendrait aucune détermination sur les relations à renouer avec le Mexique avant la réunion du Congrès, mais qu'il se réservait de conseiller sur ce point, dans son message, la politique qui semblerait la meilleure. M. Johnson a ajouté qu'il n'hésiterait pas plus à désavouer les harangues inconséquentes des employés publics, qu'il n'a hésité à désavouer implicitement le général Sheridan, en réduisant son armée des deux tiers. Il est évident que M. Johnson est animé, sur la question mexicaine, du même esprit que M. Seward et la plupart de ses ministres, à l'exception de M. Stanton, qui veut résolument que la doctrine Monroe soit la destinée manifeste de l'Amérique. Que cela veut-il dire ?

Cette politique est sage et concilie à M. Johnson l'estime de tous les gouvernements chrétiens. Il n'est pas moins admiré dans l'œuvre de pacification au Sud, œuvre difficile, qui demande un grand esprit et un grand caractère. Sur cette question encore M. Johnson se sépare du parti radical et se rallie avec un grand nombre de républicains sincères, au parti démocrate ou conservateur, qui est bien la portion la plus honnête de la nation américaine. Aux violences et aux spoliations que lui proposent les radicaux contre les populations décimées du Sud, il offre la douceur d'une âme droite et l'esprit conciliateur de la constitution. Il tient même une certaine rancune à M. Stanton qui lui a joué le mauvais tour de ne pas laisser échapper M. Davis et de lui avoir fait signer contre ce chef un acte d'accusation que la conscience publique réprouve et que la civilisation moderne flétrit. M. Johnson tient à réparer le scandale du 4 mars et à se mettre à la hauteur de sa position de premier magistrat d'un grand peuple.

Maintenant que le peuple du Sud revient spontanément et sans arrière-pensée à son allégeance au gouvernement fédéral, n'est-ce pas là la seule ligne de conduite loyale et patriotique ? En face de la guerre servile qui menace de remplacer la guerre civile, ne faut-il pas sacrifier les tendances dangereuses d'un parti qui nous a donné le pouvoir pour le salut de la nation ? *Le salus populi suprema lex*, n'est-il pas vrai dans tous les temps et sous tous les climats ?

Nous venons de parler de guerre servile. Hélas ! ce que nous avons prévu au commencement de la rébellion arrive journellement avec une croissance qui affligera l'humanité. Cette guerre américaine, entreprise d'abord pour sauver l'unité du gouvernement et garantir l'inviolabilité de la constitution,

terminée par l'affranchissement des noirs, aura-t-elle pour conséquence immédiate l'asservissement des blancs qui ont combattu pour leur indépendance ? Nous ne le croyons pas, d'après le revirement qui vient de se faire dans l'esprit de M. Johnson. Mais l'action doit être prompte, énergique : les inconséquences et les lenteurs de M. Lincoln ne peuvent plus se renouveler, sans une calamité nationale. Car les horreurs qui se passèrent à St. Domingue, quand la révolution française, décrétant les *droits de l'homme*, donna aux noirs une liberté dont ils n'étaient pas capables de supporter le poids, pourraient avoir, après plus d'un demi-siècle, leur contre-coup dans l'ancienne Confédération du Sud. Partout les esclaves affranchis refusent de travailler, s'organisent en bande de pillards, vivent de rapines, et portent la désolation, souvent la mort, au milieu de la population blanche. Pour repousser leurs attaques et sauver l'honneur des familles, on s'organise en gardes civiles : les citoyens, comme autrefois les Israélites, sont obligés de travailler la truelle d'une main et l'épée de l'autre. M. Johnson, vivement ému d'une pareille situation, a promis d'envoyer une force capable d'assurer, dans les différents États du Sud, le respect de la propriété et de la vie des populations blanches.

On se rappelle que la présidence du collège virginien de Lexington a été offerte au général Lee, qui l'a acceptée. La lettre par laquelle il déclare consentir à quitter sa retraite pour venir diriger l'éducation de la jeunesse du Sud vient d'être rendue publique. Elle est en tout conforme à la noblesse et à la hauteur de vue de celui qui l'a écrite. Entr'autres choses, le Général déclare qu'il est du devoir de tout bon citoyen, dans l'état actuel du pays, d'aider de tout son pouvoir à la restauration de la paix et de la bonne harmonie, et de n'apporter aucun obstacle, si léger qu'il soit, à la politique du gouvernement central ou local tendant à ce but. Il ajoute qu'il est surtout pénétré de cette vérité, que ceux qui sont chargés d'enseigner la jeunesse doivent montrer l'exemple de la soumission aux lois et à l'autorité. Quel noble et loyal soldat !

L'estime générale, pour ne pas dire l'admiration, dont jouit le général Lee dans le Sud, ne peut manquer d'attirer à l'université de Lexington une grande partie de la jeunesse méridionale, et les sentiments professés par cet illustre défenseur de l'indépendance, sentiments qu'il inculquera à ceux dont il dirigera l'éducation, sont un sûr garant de la tranquillité future des États-Unis, en même temps qu'une source de bienfaits et de prospérité pour le Sud.